



Le SNES, pour agir ensemble

Communiqué de presse de la section académique du SNES-FSU, lundi 17 septembre 2018

Éducation nationale : priorité aux suppressions de postes !

1800 postes de moins dans le second degré à la rentrée 2019 alors que davantage d'élèves seront accueillis, 32 000 élèves supplémentaires à la rentrée 2019 au niveau national. Est-ce là la priorité à l'éducation ?

Dans l'académie de Limoges les effectifs élèves seront stables à la prochaine rentrée et les classes de collège et de lycée sont déjà respectivement à 30 et 35 élèves dans la majorité des établissements.

Les suppressions annoncées vont continuer à dégrader les conditions d'études des collégiens et des lycéens. En guise de palliatif aux suppressions de postes, le ministre envisage de toucher au statut des enseignants pour les contraindre à deux heures supplémentaires au lieu d'une. Or les conditions actuelles d'enseignement conduisent déjà une majorité d'enseignants à devoir faire des heures supplémentaires, ils en assurent déjà 2,1 heures en moyenne dans l'académie.

En fait, le Ministre compte sur les réformes pour permettre ces diminutions de moyens, par le biais des fusions d'académies, par le biais de la réforme du lycée qui augmentera le nombre d'élèves par classe du fait des enseignements communs et privera certains lycées de formations actuellement offertes. La récupération de moyens permise par la réforme du collège paraît aussi inévitable dans ce contexte.

Toujours privés de revalorisation, inquiets des conséquences des réformes pour leurs métiers et leurs élèves, les personnels du second degré n'ont désormais plus aucun doute sur la place faite au service public d'éducation par le gouvernement. De tels choix marquent un renoncement à toute ambition pour le système éducatif et pour les jeunes. Le SNES-FSU continuera à faire la clarté sur la réalité de la politique éducative menée par J-M. Blanquer et à s'y opposer.